

Plaidoyer pour la voirie de Bédjondo et le désenclavement de ses cantons

Desservie par la nationale, sans une rue aménagée : constat, demandes et engagements

Objet : plaidoyer pour la voirie urbaine de Bédjondo et le désenclavement de ses cantons

Destinataires : Ministère des Infrastructures et du Désenclavement ; Délégation provinciale des infrastructures du Mandoul ; Projet de mobilité et de connectivité rurales (PMCR), consortium ABAMUS - SECADEV avec le ministère des Infrastructures ; Fonds d'entretien routier ; commune de Bédjondo

Copie : Monsieur le Maire et le conseil communal de Bédjondo ; Monsieur le Préfet du Mandoul Occidental ; les élus provinciaux et nationaux du Mandoul

Date : 17 septembre 2026

Mesdames et Messieurs,

Bédjondo, chef-lieu du département du Mandoul Occidental, ville de plus de 11 000 habitants au dernier recensement publié et très probablement de plus de 15 000 aujourd'hui, est **desservie par la route nationale** — c'est un atout réel, et il faut le dire avant tout le reste. Mais deux manques annulent une partie de cet avantage. D'abord, la ville **n'a aucune voirie urbaine** : passé la nationale, il n'y a ni rue aménagée, ni caniveau, ni ouvrage d'assainissement pluvial, et la circulation intérieure se fait sur des pistes de terre qui se ravinent à chaque saison des pluies. Ensuite, les **liaisons vers les cantons** restent des pistes non entretenues, coupées par des ponts qui cèdent. Autrement dit : on arrive à Bédjondo, mais on n'y circule pas, et on n'en sort pas vers son propre arrière-pays. ADEB LONODJI, Association de Développement et d'Entraide de Bédjondo, qui rassemble Bédjondo et sa diaspora au service de tous ses habitants, porte par la présente un plaidoyer en deux volets : une voirie digne d'un chef-lieu, et des liaisons cantonales praticables douze mois sur douze. Nous exposons le constat, ce que le désenclavement rendrait possible, ce que nous demandons, et ce que nous nous engageons à faire.

1. Le constat

Deux faits documentés disent la réalité de notre département. En novembre 2023, recevant la ministre de la Femme, les femmes de Bédjondo ont demandé en priorité **la construction d'un pont sur l'axe Bédjondo-Békamba**, « pour faciliter l'écoulement de leurs produits agricoles et marchandises ». En janvier 2023, les habitants de Hoblo, dans la sous-préfecture de Péni, alertaient sur leur pont « coupé en deux », qui relie quatre cantons (Péni, Békamba, Bangoul, Yomi) : de août à octobre, la traversée se fait en pirogue à 1 000 francs l'aller-retour, et les urgences médicales imposent un long détour par Bédjondo. Le suivi des engagements présidentiels publié par la Primature en 2024 ne mentionne pour le Mandoul que des travaux de pistes rurales du PMCR, sur financement de la Banque mondiale, et signale au sud des axes coupés par les inondations et des chantiers de pistes à l'arrêt pour non-paiement. À Bédjondo même, ce que rapportent l'animation de l'association et les

habitants : la desserte par la route nationale fonctionne, mais **la ville n'a pas de voirie** — aucune rue aménagée, aucun caniveau, aucun exutoire pour les eaux de pluie, si bien que les quartiers s'enclavent de l'intérieur pendant la saison humide et que les eaux stagnent ; les pistes vers Bébopen, Péni, Nderguigui et Yomi ne sont pas entretenues ; et les commerçants paient le transport au prix fort tandis que les producteurs vendent à perte faute de pouvoir écouler. Nous ne disposons d'aucune donnée publique sur l'état des axes du département, sur le linéaire de voirie de la ville ni sur les travaux programmés : c'est notre première demande.

2. Ce qui rend le plaidoyer réaliste aujourd'hui

Le Projet de Mobilité et de Connectivité Rurale, financé par la Banque mondiale, a officiellement lancé ses activités dans le Mandoul et le Moyen-Chari en juillet 2024, avec un volet d'appui aux groupements de femmes le long des axes réhabilités ; la Banque mondiale a mobilisé en 2025 de nouveaux financements routiers pour le pays ; et l'État a inscrit le désenclavement parmi ses priorités. Des techniques éprouvées — pistes profilées avec caniveaux et ponceaux, ponts de franchissement simples, entretien par cantonnement local — permettent de rendre un axe praticable toute l'année pour un coût maîtrisé. Autrement dit : un projet est déjà à l'œuvre dans notre province ; il manque que ses axes passent par Bédjondo et ses cantons.

3. Ce que le désenclavement rendrait possible

Une voirie, c'est d'abord une ville où l'on circule : une ambulance qui atteint un quartier, un camion qui livre le marché, des eaux de pluie qui s'écoulent au lieu de stagner devant les concessions — donc moins de paludisme et moins de maisons minées par l'eau. C'est aussi ce qui donne un sens à la desserte nationale : une nationale qui traverse une ville sans rues n'irrigue qu'elle-même. Une liaison praticable vers Koumra et les cantons, c'est une évacuation sanitaire qui arrive à temps et des soins de référence accessibles. Un pont sur l'axe Bédjondo-Békamba et un pont reconstruit à Hoblo, c'est l'arachide, le sésame, le karité et les produits du marché qui circulent toute l'année entre les cantons, des prix moins écrasés, des marchés hebdomadaires de Bangoul et de Péni qui reprennent, des recettes pour l'État et la commune. Des pistes entretenues, c'est des enseignants et des agents de santé qui acceptent d'être affectés, des élèves qui rejoignent le lycée, des commerçants qui viennent. C'est enfin la condition de tous nos autres plaidoyers : une antenne, une centrale solaire, un forage ne s'installent pas là où le camion ne passe pas.

4. Ce que nous demandons

Au ministère et à la délégation provinciale :

- publier l'état des axes du Mandoul Occidental et la programmation des travaux
- publier le linéaire de voirie de Bédjondo et programmer un **premier schéma de voirie urbaine** pour le chef-lieu — axes structurants depuis la nationale vers le marché, le centre de santé, le lycée et la mairie, avec caniveaux et exutoires
- maintenir la traversée de la nationale en état et sécuriser ses abords
- programmer la construction du pont sur l'axe Bédjondo-Békamba et la reconstruction du pont de Hoblo

Au PMCR et au consortium qui le met en œuvre : retenir les pistes reliant Bédjondo à ses cantons (Bébopen, Nderguigui, Yomi) et aux sous-préfectures de Péni et de Békamba parmi les axes réhabilités, et associer les groupements de femmes de Bédjondo au volet économique du projet.

Au Fonds d'entretien routier : financer un dispositif d'entretien courant par cantonnement local sur les axes du département, confié à des équipes recrutées dans les villages traversés.

À la commune, au premier chef : la voirie urbaine est une compétence communale. Nous demandons l'inscription d'un schéma de voirie dans le plan de développement communal, la réservation des emprises avant que les constructions ne les ferment définitivement, et l'affectation d'une part des ressources propres — droits de marché en particulier — à l'entretien des caniveaux, poste modeste mais décisif.

À la commune : inscrire la voirie urbaine et le drainage dans le plan de développement communal, et organiser avec les chefs de quartier l'entretien des voies de la ville.

5. Ce qu'ADEB LONODJI s'engage à faire

ADEB LONODJI s'engage :

- à réaliser, avec les techniciens de la diaspora et les habitants des cantons, un **relevé documenté des axes et des points de coupure** du Mandoul Occidental (photographies, positions GPS, périodes d'impraticabilité), **ainsi qu'un relevé de la voirie de la ville** — rues existantes, points de stagnation des eaux, emprises encore libres remis aux services de l'État et au PMCR
- à mobiliser sa diaspora pour cofinancer, avec la commune, un premier ouvrage de franchissement ou une campagne de cantonnement si l'État en fournit l'encadrement technique
- à relayer les demandes des femmes et des habitants de Hoblo
- à rendre compte publiquement des réponses reçues au présent plaidoyer

Ce que nous ne savons pas, et ce que nous demandons pour cela

Nous n'avons trouvé aucune donnée publique à l'échelle de Bédjondo sur l'état des axes routiers et les travaux programmés, ni sur les projets éventuellement programmés pour le Mandoul Occidental. Nous demandons respectueusement aux destinataires de bien vouloir nous communiquer ces informations, de désigner un interlocuteur, et de nous indiquer par quelle première mesure ils entendent commencer. ADEB LONODJI se tient à leur disposition.

Pour ADEB LONODJI,
l'animateur de l'association, Bignéro Moïalbéi LE MADANG,
avec le bureau exécutif : Adoumbé Maoura, président ; Salomon Ngarbaye, secrétaire général.